

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

**Objet : ARRÊTÉ AUTORISANT L'OCCUPATION TEMPORAIRE
DOMAINE PUBLIC – Année 2024**

Hôtel Bar Restaurant « Le Bello Visto »

Arrêté AT/AG/2024 N°6

Le Maire de la commune de Gassin,

Vu les articles L. 2212-1 à L. 2212-2-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L. 2122-1, L. 2122-1-1 A, L. 2122-1-1, L.2122-1-3 1°, L. 2122-2, L. 2122-3 et L. 2125-3 à L. 2125-6 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le règlement d'occupation du domaine public, en vigueur, fixant les règles administratives et techniques applicables à l'occupation du domaine public communal,

Vu la délibération 18/5 du 22 mars 2018 fixant les tarifs d'occupation du domaine public,

Vu la demande d'autorisation d'occuper le domaine public présentée par la SAS COMAMA, représentée par Madame et Monsieur HUMBERT, Laurence et Sylvain, exploitants un fonds de commerce d'Hôtel Bar Restaurant, sur la commune, Place de Barri, sous l enseigne « Le Bello Visto », pour l'année 2024,

ARRÊTE

Article 1 – La SAS COMAMA, représentée par Madame et Monsieur HUMBERT, Laurence et Sylvain, est autorisée pour l'année 2024, à occuper la terrasse située sur le domaine public de la commune, au droit du fonds de commerce qu'ils exploitent afin d'y installer des tables et des chaises.

Article 2 – Madame et Monsieur HUMBERT, Laurence et Sylvain, sont tenus de respecter le règlement d'occupation du domaine public en vigueur.

Article 3 – La superficie de la terrasse occupée est de 178, 98 m². Elle comprend une terrasse fermée de 27, 62 m², une terrasse semi fermée (pergola couverte) de 107, 84 m² et une terrasse ouverte de 43, 52 m².

Article 4 – Toute modification de l'aménagement de la terrasse, tel que décrit dans la demande, doit faire l'objet d'une demande modificative.

Le montant de la redevance sera calculé en fin de saison en fonction de l'occupation réelle et/ou des modifications qui seraient intervenues.

Article 5 – La SAS COMAMA sera tenue de s'acquitter de la redevance d'occupation du domaine public, à réception du titre.

Article 6 – La présente autorisation est personnelle, précaire et révocable. Elle ne peut être cédée ou faire l'objet d'une sous-location sauf autorisation expresse de la commune. En cas de cession du fonds de commerce à un tiers, la présente autorisation est caduque.

Arrêté AT/AG/2024 N°6

Elle peut être retirée à tout moment et sans indemnité pour des motifs d'intérêt général, non-paiement de la redevance, tout manquement au règlement d'occupation du domaine public, au présent arrêté ou trouble à l'ordre public.

Article 7 – Les bénéficiaires sont tenus d'obtenir toutes les autorisations nécessaires pour l'exploitation de la terrasse. Il est rappelé qu'aucuns travaux ne peuvent être effectués sur le domaine public sans l'autorisation expresse de la commune.

Article 8 – Les bénéficiaires sont tenus de laisser un passage de 3 mètres au minimum pour la traversée des terrasses par les piétons et les services de secours.

Article 9 – Les bénéficiaires de l'autorisation sont responsables des installations et des dommages causés à toute personne ; à ce titre, il leur appartient de contracter une police d'assurance. Ils sont également tenus de présenter un rapport annuel de conformité des installations électriques.

Article 10 – Un local poubelles, partagé est mis à la disposition des quatre établissements présents sur la place deï Barri, charge à chacun de s'organiser pour son entretien.

Article 11 – Toute intervention d'une entreprise de nettoyage nécessitée pour des raisons de salubrité, à la demande de la commune, sera à la charge exclusive de l'ensemble des restaurateurs. Un titre sera émis correspondant au quart de la facture.

Article 12 – Les bénéficiaires sont tenus de prendre contact avec les services de la communauté de communes, pôle déchets afin de les informer de l'ouverture de leur établissement.

Article 13 – Lors de la fermeture annuelle de l'établissement, le domaine public devra être libéré. Il est strictement interdit de laisser traîner du matériel.

Article 14 – Le directeur général des services, le responsable de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution et du respect du présent arrêté.

Certifié exécutoire
Publié par voie électronique sur
le site internet
le :
Notifié le :

Gassin, le 21 mars 2024
Le Maire,
Anne-Marie WANIART.



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulon (5 rue Racine, CS 40510 - 83000 TOULON) dans le délai de deux mois à compter de sa réception ou de sa publication sous forme électronique sur le site de la mairie de Gassin : <https://www.mairie-gassin.fr/>

Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire dans le délai de deux mois à compter de sa réception ou de sa publication sous forme électronique.

Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui peut être introduit dans le délai de deux mois à compter de la réception d'une décision expresse de rejet du recours gracieux ou d'une décision implicite de rejet (absence de réponse au terme des deux mois).